

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE L'AIN

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE VIRIEU LE GRAND

Séance du 18 septembre 2026, 20h

nbre de membres :

Afférents au

conseil : 15

En exercice : 15

Présents : 13

Qui ont pris part à la
délibération : 14

14 Pour

Présents : Mme VALLIN Yvette ; Mme THIERCELET Marie-Josèphe ;
M. WITKOWSKI Yves ; Mme BOUVIER Laetitia ; M. TIGHILT-
FERHAT Marius ; Mme LELEU Evelyne ; M. KHADIR Mahfoud ;
Mme DEMITRES Rolande ; M. SOSA Pierre-Emmanuel ; Mme
FRANÇOIS Virginie ; M. VINCENT Raphaël ; BOUCHISSE Corinne ;
M. BOURÉ Alexandre.

Date de la convocation

14/09/2026

Date d'affichage

14/09/2026

Absent excusé : M. SQUILLACE Anthony (procuration donnée à
KHADIR Mahfoud).

Absent : M. TAVEL Wolfram.

Secrétaire de séance : Mme DEMITRES Rolande.

Objet de la délibération : INSTAURATION DE LA REDEVANCE POUR
OCCUPATION PROVISoire DU DOMAINE PUBLIC

Affaire n°40/2026

Mme le Maire explique que, jusqu'à présent, le SIEA recouvrait, pour le compte de la Commune, les montants des Redevances d'Occupation du Domaine Public (RODP) pour les ouvrages de transport et distribution d'électricité et gaz et la restituait en intégralité à la Commune.

Pour se conformer à la réglementation, la collectivité ne peut confier à un tiers l'encaissement d'une recette publique sans transfert ou mise à disposition dudit domaine public, dont la Commune demeure propriétaire.

Cette redevance sera donc facturée directement par la Commune à partir de 2026.

Par ailleurs, Madame le Maire explique qu'il existe aussi une redevance pour les occupations provisoires du domaine public à l'occasion par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Elle précise que les articles R2333-105-1, R2333-105-2, R2333-108, et R2333-114-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) fixent le régime des redevances dues aux communes, EPCI, syndicats mixtes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Madame le Maire propose donc d'instaurer cette redevance provisoire à partir de 2027.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité :

- **ADOpte** la proposition d'instauration de la redevance provisoire pour l'occupation du domaine public pour les chantiers provisoires de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz, à partir de 2027 ;
- **PRÉCISE** que les redevances pour occupation du domaine public seront facturées directement par la Commune aux organismes concernés, conformément au mode de calcul réglementaire en vigueur à la date de facturation ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer toutes pièces en ce sens.

Fait et délibéré.

Mme le Maire,

Y. VALLIN.

